

ACCORD-CADRE DE SERVICES n°23 16

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
du 19 novembre 2024**

Objet :

Réalisation de prestations de services de stages de perfectionnement linguistique, culturel et pédagogique en langue italienne destinés à des enseignants du premier degré de l'Education nationale.

Codes CPV : 80500000-9 services de formation

Sommaire

PREAMBULE	4
1 - GENERALITES	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Procédure	5
1.3 Forme du marché	5
1.4 Décomposition de l'accord-cadre - PSE	5
1.5 Montant du marché	6
1.6 Durée d'exécution du marché	6
1.7 Description des prestations attendues	6
1.8 Dispositions générales	7
1.8.1 Forme des notifications et informations	7
1.8.2 Modalités de computation des délais	8
1.9 Représentation du pouvoir adjudicateur	8
1.10 Représentation des titulaires	8
1.10.1 Obligations complémentaires des titulaires	8
1.11 Sous-traitance des marchés de service	9
1.12 Protection de la main d'œuvre et clause sociale	9
1.13 Pièces contractuelles	9
1.14 Pièces à remettre aux titulaires – Cession ou nantissement de créances	10
2 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
2.1 Remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre	11
2.2 Déroulement de la mise en concurrence	11
2.3 Critères de choix des marchés subséquents	12
2.4 Exécution des marchés subséquents	13
2.5 Délai d'exécution des marchés subséquents	13
2.6 Cas de consultation infructueuse	13
3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
4 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
4.1 Opérations de vérification	13
4.2 Admission	14
4.3 Réfaction	14
5 – PRIX DU MARCHE	14
5.1 Contenu des prix	14
5.2 Formes des prix	14
5.3 Modalités de révision des prix	14
6 – DEMANDE DE PAIEMENT ET REGLEMENT	15
6.1 Mentions à faire figurer sur les bons de commande	15
6.2 Mentions à faire figurer sur les factures	15
6.3 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	15
6.4 Avance versée aux titulaires	16
6.5 Périodicité des factures	16
6.6 Règlement	16
6.6.1 Détermination des prix de règlement	16
6.6.2 Mode de règlement	17
6.6.3 Intérêts moratoires	17
7 – RESILIATION	17
7.1 Principes généraux	17
7.2 Résiliation pour événements extérieurs aux marchés subséquents	18
7.2.1 Incapacité civile des titulaires	18
7.2.2 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	18
7.3 Résiliation pour événements liés au marchés subséquents	18
7.4 Résiliation pour faute des titulaires des marchés subséquents	19
7.5 Résiliation pour motif d'intérêt général	19
7.6 Décompte(s) de résiliation	19

8 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DES TITULAIRES	20
9 – DIFFERENDS ET LITIGES	20
10 – MODIFICATIONS RELATIVES AUX TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	20
10.1 Généralités	20
10.2 Modifications mineures	21
10.3 Modifications majeures	21

PREAMBULE

Définitions

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne publique morale qui conclut le marché avec le(s) titulaire(s).

Le présent marché est conclu au nom du :

France Éducation international (FEI)
1, avenue Léon-Journault
92318 Sèvres Cedex

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles R314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

Ci-après FEI ou « l'établissement » ou « la personne publique » ou le pouvoir adjudicateur.

Le « **titulaire** » ou « **prestataire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » ou « prestataire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification.

Les « **prestations** » désignent les services selon l'objet du marché.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du(des) titulaire(s) et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le(s) titulaire(s).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au(x) titulaire(s), lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

1 - GENERALITES

1.1 Objet du marché

Le présent marché (accord-cadre) est un marché de services.

Il a pour objet la réalisation de prestations de services de stages de perfectionnement linguistique, culturel et pédagogique en langue italienne destinés à des enseignants du premier degré de l'Education nationale.

1.2 Procédure

La consultation pour le présent accord-cadre n°23 16 suit une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1-3° du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-2 et R. 2162-4 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre est conclu avec plusieurs opérateurs économiques (accord-cadre multi-attributaires). Il sera attribué aux trois (3) candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres).

L'accord-cadre n°23 16 s'exécute, pendant sa durée de validité, par l'émission de bons de commande passés conformément aux articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition de l'accord-cadre - PSE

Les prestations de services des stages de perfectionnement linguistique, culturel et pédagogique suivants composent le présent accord-cadre :

- En Italie (ville universitaire), le stage n°511.

Ce stage sera organisé pendant les congés scolaires d'été en 2025.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

* Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle (s) : sans objet.

1.5 Montant du marché

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n°23 16 est conclu sans montant minimum (en valeur ou en quantité) et avec un montant maximum de 30 000 € (hors taxes) pour sa durée totale d'exécution.

1.6 Durée d'exécution du marché

Le présent accord-cadre n°23 16 entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Il est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

1.7 Description des prestations attendues

FEI est chargé, au titre du décret n°2020-956 modifié par le décret n°2020-1263 du 16 octobre 2020, de « Favoriser le développement des échanges pédagogiques et scientifiques internationaux, notamment par des échanges de chercheurs, d'enseignants et d'élèves, des stages et des séjours linguistiques, [...] ».

A partir d'un programme fixé par l'Inspection générale, FEI met en œuvre l'organisation de stages annuels de perfectionnement linguistique, culturel et pédagogique destinés aux professeurs d'italien du premier degré de l'Education nationale.

- Lieux d'exécution :

Les stages annuels sont localisés :

- En Italie (ville universitaire) : stage n°511.

Les stages annuels sont organisés pendant les congés scolaires d'été, sur une période de deux (2) semaines.

Les stages annuels doivent permettre, notamment, aux participants :

- De perfectionner les compétences dans la pratique de la langue ;
- D'améliorer le niveau de compréhension de la langue orale ;
- De consolider les compétences à concevoir des activités dans la classe ;
- D'être capable de mettre en œuvre les concepts du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL).

- Obligations de l'organisme de formation :

Les stages annuels sont assurés par un établissement d'enseignement supérieur ; les intervenants sont de niveau universitaire, spécialistes (pour le volet linguistique) de l'enseignement de l'italien langue étrangère aux adultes.

- Hébergement, restauration et déplacements :

Hébergement :

L'organisme de formation prend en charge l'hébergement des enseignants pendant toute la durée du stage.

La(les) modalité(s) d'hébergement proposée(s) par l'organisme de formation doit(vent) permettre l'accueil des enseignants en chambre individuelle. Le choix du lieu (ou des lieux) d'hébergement proposé(s) par l'organisme de formation tient compte non seulement de sa (ou de leur) facilité d'accès par rapport au lieu de formation, mais également de la présence ou de la proximité d'un environnement socioculturel agréable et stimulant.

Restauration :

L'organisme de formation prend en charge la restauration des enseignants (trois repas par jour) pendant toute la durée du stage.

Déplacements :

Cette prestation comprend l'acheminement des stagiaires de leur lieu d'hébergement au lieu de formation, ainsi que les frais de transports occasionnés par les visites ou excursions inscrites au programme culturel. Sont exclus de la prestation les frais de voyage (aller et retour) des participants au stage, entre leur domicile en France et le lieu de stage.

1.8 Dispositions générales

D'une manière générale, les modalités d'exécution des prestations dues au titre du présent accord-cadre sont définies entre FEI et les titulaires.

Les titulaires reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du présent marché.

Les titulaires s'engagent à une obligation de résultat. Si le résultat n'est pas atteint, ils s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à leurs frais, d'une prestation conforme.

Les titulaires sont pleinement et personnellement responsables de la bonne exécution du présent accord-cadre. Les personnels affectés par les titulaires à l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, demeurent en toutes circonstances placés sous l'autorité, la direction, la surveillance et la responsabilité exclusive des titulaires.

1.8.1 Forme des notifications et informations

La notification aux titulaires des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur (FEI) qui font courir un délai est faite : soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

La notification à FEI des décisions ou informations des titulaires, liées au présent accord-cadre, est faite : soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

Les documents dématérialisés échangés n'ont pas à être signés, à l'exception des factures.

1.8.2 Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure (heure du pays du stage), le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

1.9 Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des titulaires, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom aux titulaires dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

1.10 Représentation des titulaires

Dès la notification du marché, les titulaires désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à les représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par les titulaires en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre n°23 16 engageant les titulaires.

1.10.1 Obligations complémentaires des titulaires

- **Protection des données à caractère personnel**

Les titulaires, leurs cotraitants, leurs sous-traitants, s'interdisent de divulguer, sauf autorisation et obligations par les lois du pays, les données à caractère personnel des stagiaires (Nom, prénom, adresse, e-mail).

- **Assurances**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG – FCS.

Les titulaires doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard des stagiaires, victimes d'accidents ou de dommages causés par les prestations.

- **Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés aux stagiaires par les titulaires, du fait de l'exécution du présent accord-cadre n°23 16, sont à la charge des titulaires.

A tout moment durant l'exécution du présent accord-cadre n°23 16, les titulaires doivent être en mesure de produire l'attestation d'assurance, sur demande du pouvoir adjudicateur (FEI) et dans un délai de quinze jours maximum à compter de la réception de cette demande.

1.11 Sous-traitance des marchés de service

La sous-traitance suit les principes énoncés aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique.

Les titulaires qui veulent sous-traiter une partie des prestations du marché doivent déclarer chaque sous-traitant. L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur (FEI).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du(es) titulaire(s) concerné(s). Les titulaires du marché restent responsables de la bonne exécution des services du(des) sous-traitant(s) devant FEI.

1.12 Protection de la main d'œuvre et clause sociale

Les obligations qui s'imposent aux titulaires sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ils sont également tenus au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ils doivent être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail, en cours d'exécution de l'accord-cadre de services n°23 16, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, peuvent donner lieu à la passation d'un avenant.

1.13 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre n°23 16 est constitué des documents énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre n°23 16 et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre n°23 16 ;
- Le présent des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre n°23 16 et ses annexes éventuelles ;
- Le « modèle d'offre de stage proposé par FEI pour l'accord-cadre n°23 16 » ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) annexe de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Le règlement de la consultation de l'accord-cadre n°23 16 ;
- Toutes pièces contractuelles demandées au stade du marché conclu sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16, pendant sa durée de validité, pour les stages organisés en Italie (ville universitaire) pendant les congés scolaires d'été en 2025 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les décisions ou informations notifiées par FEI au titulaire de l'accord-cadre n°23 16 et faisant courir un délai.

1.14 Pièces à remettre aux titulaires – Cession ou nantissement de créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au(x) titulaire(s), de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG-FCS et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également aux titulaires, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord-cadre.

2 - MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Multi attribution :

Les bons de commande sont attribués en cascade. L'acheteur attribue les bons de commande au titulaire le mieux disant si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'oblige à informer sans délai l'acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre l'exécution des prestations dans les délais prescrits et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'un fonctionnement adéquat minimum puisse être assuré.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'acheteur sur les imprécisions ou les incohérences des informations ou consignes de l'acheteur.

4 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Opérations de vérification

Le présent article déroge à l'article 23.2 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations des bons de commandes conclus sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre n°23 16

Les frais de vérification (éventuelle) sur place (dans le pays concerné par le stage annuel) par l'Inspection générale du ministère de l'Education nationale sont à la charge du pouvoir adjudicateur (FEI).

A l'issue des opérations de vérification quantitative et qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou de réfaction.

Le délai qui est imparti à FEI, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, est d'un mois (maximum) après réception des fiches d'évaluation remplies par les stagiaires. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

4.2 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux spécifications et objectifs des cahiers des charges des stages annuels concernés, aux offres du titulaire du marché conclu sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16.

4.3 Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur (FEI) estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché conclu sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée aux titulaires concernés qu'après qu'ils aient été mis à même de présenter leurs observations.

5 – PRIX DU MARCHE

5.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable est celui en vigueur au moment de la facturation des prestations réalisées.

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre n°23 16.

5.2 Formes des prix

Les prix de l'accord-cadre n°23 16 sont forfaitaires.

Tous les prix sont affichés et pris en compte arrondis à deux chiffres après la virgule. Les arrondis sont effectués de manière standard.

5.3 Modalités de révision des prix

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires, annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre n°23 16, sont fermes pour la durée du marché.

6 – DEMANDE DE PAIEMENT ET REGLEMENT

6.1 Mentions à faire figurer sur les bons de commande

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Le montant du bon de commande en euros HT/TTC ;
- La signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- L'adresse de facturation.

6.2 Mentions à faire figurer sur les factures

Outres les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- la date ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro SIRET ;
- le détail des services exécutés (libellés, quantités, prix)
- le montant total HT (hors taxes) ;
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC (toutes taxes comprises).

Les factures adressées à FEI, précisent :

- en cas de groupement, le montant de ses prestations de chaque cotraitant ;
- en cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations exécutées par le sous-traitant.

6.3 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Si le(s) titulaire(s) est(sont) établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il(s) facture(nt) ses(leurs) prestations hors TVA, conformément à la réglementation en vigueur concernant la TVA intra-communautaire.

La monnaie de compte du présent accord-cadre n°23 16 est l'euro.

6.4 Avance versée aux titulaires

Une avance est versée aux titulaires, sauf si ces derniers y ont renoncé dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre n°23 16.

Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

6.5 Périodicité des factures

Les prestations de services des stages annuels, réalisées dans le cadre du marché conclu sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16, sont réglées au titulaire du marché, en une seule fois, après réalisation et admission des prestations par le pouvoir adjudicateur (FEI).

Le titulaire du marché concerné remet à FEI, avec la facture concernant les stages annuels, les pièces suivantes nécessaires à la justification du paiement :

- Les listes de présence signées par les stagiaires ;
- Les fiches d'évaluation du stage remplies par les stagiaires.

Le pouvoir adjudicateur (FEI) accepte ou rectifie la facture du titulaire du marché concerné. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant sur la facture, il le notifie ainsi arrêté au titulaire concerné.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire concerné.

La demande de paiement est remise à FEI à partir du :

- 1^{er} septembre 2025 (pour les stages organisés à l'été 2025) ;

6.6 Règlement

6.6.1 Détermination des prix de règlement

Les factures peuvent être partielles, si la prestation ou la partie de prestation n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait application, si le pouvoir adjudicateur (FEI) le demande, de la décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement.

6.6.2 Mode de règlement

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture à FEI (article R.2192-12 du Code de la commande publique).

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait des titulaires, signifiée par FEI par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par courriel.

➤ Concernant la facturation électronique :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les titulaires de l'accord-cadre n°23 16 ainsi que, le cas échéant, leurs cotraitants et ses sous-traitants concernés doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, les titulaires sont invités à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter »

Les paiements des prestations ne peuvent s'effectuer qu'après vérification par FEI de la conformité entre les factures émises par le titulaire du marché conclu sur le fondement de l'accord-cadre n°23 16 et les prestations réellement réalisées. A ce titre, FEI certifie « le service fait » sur les factures.

Toute facture non conforme à ces prescriptions sera immédiatement retournée, pour redressement des anomalies relevées, au titulaire du marché qui ne pourra formuler aucune réclamation contre le retard apporté dans le règlement de la facture du fait de ce renvoi.

Les factures tiennent compte éventuellement de la prise en compte de réfections.

6.6.3 Intérêts moratoires

Cf. articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

7 – RESILIATION

7.1 Principes généraux

Le pouvoir adjudicateur (FEI) se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre n°23 16, sans indemnité aux titulaires :

Le pouvoir adjudicateur (FEI) peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande des titulaires dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute des titulaires dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, les titulaires ont droit à être indemnisés du préjudice qu'ils subissent du fait de ces décisions, selon les modalités prévues à l'article 42.

Les décisions de résiliation du marché sont notifiées aux titulaires concernés. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, les résiliations prennent effet aux dates fixées dans les décisions de résiliation ou, à défaut, aux dates de leur notification.

7.2 Résiliation pour événements extérieurs aux marchés

7.2.1 Incapacité civile des titulaires

En cas de survenance d'incapacité civile des titulaires compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur (FEI) peut résilier l'accord-cadre. La résiliation n'ouvre droit pour les titulaires à aucune indemnité.

7.2.2 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre n°23 16 est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations des titulaires.

En cas de liquidation judiciaire des titulaires de l'accord-cadre, l'accord-cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations des titulaires.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour les titulaires, à aucune indemnité.

7.3 Résiliation pour événements liés au marchés subséquents

Lorsque les titulaires du marché rencontrent, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec les montants du marché dont ils sont les titulaires, le pouvoir adjudicateur (FEI) peut résilier le marché concerné, de sa propre initiative ou à la demande des titulaires.

Lorsque les titulaires sont mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché conclu du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ; en cas de fermeture des frontières, de mesures de restrictions des déplacements prises par des autorités civiles des pays, le pouvoir adjudicateur résilie le marché concerné.

7.4 Résiliation pour faute des titulaires

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché concerné, pour faute des titulaires dans les cas suivants :

- a) Les titulaires ne se sont pas acquittés de leurs obligations dans les délais contractuels ;
- b) Les titulaires déclarent, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1, ne pas pouvoir exécuter leurs engagements ;
- c) Les titulaires se sont livrés, à l'occasion de l'exécution du marché subséquents à des actes frauduleux ;
- d) Les titulaires ou les sous-traitants ne respectent pas les obligations relatives à la protection des données à caractère personnel, conformément à l'article 5 ;
- e) Postérieurement à la signature du marché, les titulaires ont fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession commerciale ou d'enseignement ;
- f) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par les titulaires, à l'appui de leur candidature ou exigés préalablement à l'attribution de cet accord-cadre, s'avèrent inexacts.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée aux titulaires du marché concerné et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe les titulaires de la sanction envisagée et les invite à présenter leurs observations.

7.5 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

Lorsque le pouvoir adjudicateur (FEI) résilie des marchés, pour motif d'intérêt général, les titulaires des marchés concernés ont droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des marchés subséquents concernés, un pourcentage de 5%.

Les titulaires ont droit, en outre, à être indemnisés de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour les marchés concernés et strictement nécessaires à leur exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il leur incombe d'apporter toutes les justifications

nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de un mois après la notification de la résiliation des marchés concernés.

Ces indemnités sont portées aux décomptes de résiliation, sans que les titulaires aient à présenter une demande particulière à ce titre.

7.6 Décompte(s) de résiliation

La(s) résiliation(s) fait(font) l'objet d'un(de) décompte(s) de résiliation, qui est(sont) arrêté(s) par le pouvoir adjudicateur (FEI) et notifié(s) au titulaire(s) de l'accord-cadre n°23 16 conformément à l'article 43 du CCAG-FCS.

8 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DES TITULAIRES

A la condition que la(les) décision(s) de résiliation le mentionne(nt) expressément, le pouvoir adjudicateur (FEI) peut faire procéder par un(des) tiers à l'exécution des prestations prévues par le(s) marché(s) , , aux frais et risques du(des) titulaire(s), en cas de résiliation du(des) marché(s) concerné(s), prononcée(s) au(x) tort(s) du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) concerné(s).

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du(des) marché(s) concerné(s), il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) concerné(s), résilié(s), n'est(ne sont) pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses(leurs) frais et risques. Il(s) doit(doivent) cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du(des) marché(s) subséquent(s) initial(aux) et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce(s) marché(s) par le(s) tiers désigné(s) par le pouvoir adjudicateur (FEI).

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du(des) marché(s) concerné(s), résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du(des) titulaire(s), est à la charge du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) concerné(s). La diminution des dépenses ne lui(leur) profite pas.

9 – DIFFERENDS ET LITIGES

FEI et le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre n°23 16 s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de cet accord-cadre, ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations.

En cas de différend, FEI et le(s) titulaire(s) de l'accord cadre n°23 16 peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Tous les documents doivent être rédigés en langue française.

En cas de litige lié à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent accord-cadre n°23 16, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

10 – MODIFICATIONS RELATIVES AUX TITULAIRES DE L'ACCORD- CADRE

10.1 Généralités

Toute modification affectant les titulaires de l'accord-cadre n°23 16 est portée impérativement à la connaissance de FEI.

Les titulaires fournissent, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc...).

10.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modifications des dénominations sociales des titulaires ;
- modifications des adresses que les titulaires ont renseignée dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre n°23 16
- modifications des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de FEI. Elles peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre n°23 16 par FEI et la transmission de ce nouveau numéro aux titulaires de cet accord-cadre.

10.3 Modifications majeures

Le titulaire doit, d'une façon générale, informer FEI de toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du présent accord-cadre n°23 16.

Le titulaire doit informer FEI, à l'adresse mentionnée en tête du présent document, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre n°23 16 conclu par FEI, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre n°23 16 est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par FEI de la cession de l'accord-cadre n°23 16, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre n°23 16 au nouveau titulaire.